Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1243

Artikel: Contrat social : la mutation du travail
Autor: Bory, Valérie
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025279

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CONTRAT SOCIAL

La mutation du travail

Le travail se raréfie. Il disparaîtra peu à peu et notre société ne saura y faire face, annonçait Keynes. Notre imaginaire social a de la peine à suivre, face au découplage auquel nous assistons entre travail humain et productivité. Certains, comme le sociologue Roger Sue, appellent de leurs vœux un nouveau type d'économie.

REPÈRES

Le Forum Guerre et paix sociale – A la recherche d'un nouveau contrat social en Suisse – s'est tenu vendredi 26 janvier à l'Université de Neuchâtel.

(*vb*) Les organismes d'entraide sont devenus peu à peu des interlocuteurs politiques. Plus connus sous le nom d'ONG, depuis leur percée internationale, ils disputent aux sphères autorisées les grands thèmes qui font leur ordinaire. Caritas suisse entendait bien se pencher sur l'asphyxie annoncée de l'Etat-providence et légitime sa position en vertu du rôle qui lui incombe dans la gestion de l'exclusion sociale, comme elle le fait dans la question de l'asile.

Devant l'impasse qui guette les systèmes de protection sociale et dont les causes sont connues, c'est d'imagination dont nous avons besoin. Que ce soit pour trouver de nouvelles ressources à même de financer le social (taxer les robots, taxer les entreprises sur la valeur ajoutée brute, voir DP 1219, 29.6.95), que ce soit pour expérimenter de nouvelles pistes de partage du travail ou même pour décloisonner le travail salarié du travail non rémunéré. Les remèdes de cheval de l'ultralibéralisme fonctionnant, à cet égard, comme repoussoir.

Dans ce contexte, les thèses provocantes du sociologue français Roger Sue, professeur à la Sorbonne, stimulent la réflexion, même si elles sont à des années-lumière du pragmatisme helvétique. Dans notre pays, en effet, les spéculations intellectuelles sont généralement, non sans suffisance, renvoyées au rayon des utopies.

Richesse de la production informelle

Pour Roger Sue, nos sociétés sont au cœur d'une mutation sans précédent depuis la naissance du monde industriel. Après la longue domination du religieux sur la société, le travail, synonyme de torture (tripalium) dans les temps anciens, est devenu la valeur qui structure toutes les activités contemporaines, rythme les travaux et les jours, donne sens à la vie. «Nous sommes passés, comme l'écrivait Max Weber, d'une économie du salut au salut par l'économie». Pour le sociologue, ce temps touche à sa fin. Le travail ne cesse de se raréfier, mais la production ne cesse d'augmenter. Parallèlement, ce qu'il appelle la production informelle (autoproduction associative, travail au noir, économie domestique, etc.), c'est-à-dire tout ce qui est produit en dehors des entreprises, génère des richesses supérieures, affirme-t-il, au PNB. Un fait implicitement reconnu puisque on tendrait aujourd'hui à valoriser ce que l'individu apporte à l'entreprise, donc les connaissances ou savoir-faire informels qu'il acquiert au dehors d'elle.

Autre raison pour contester le travail dominant: il n'est plus la source de revenu principale, évincé par la redistribution sociale et par les revenus du capital. Ce que Marx et une certaine pensée du 19e prophétisaient – un stade où la richesse serait suffisante pour permettre le dépassement du travail – est arrivé, mais d'une autre manière, annonce Roger Sue.

La définition même du travail a changé

Pourtant, si le travail est à bout de souffle, il reste prédominant dans notre imaginaire social, et nous interdit de trouver des solutions nouvelles. «Keynes disait déjà que le travail disparaîtra peu à peu mais que la société ne saurait pas y faire face...». Ainsi devant la situation actuelle, ne sommes-nous pas capables d'aller au-delà des trois types de mesures suivantes:

- augmenter le volume du travail (occuper les chômeurs, par exemple)
- partager le travail (ou le réduire d'une façon qui reste non significative)
- admettre que le travail disparaît mais continuer à distribuer un revenu (allocation universelle).

Tout est à reconsidérer. La notion de durée du travail ne tient plus (la rentabilité le remplace par la notion de tâche). Le travail stable est fini. Quant aux entreprises, elles n'ont pas pour finalité de créer des postes de travail! Cette *tabula rasa* d'un certain nombre d'illusions, entretenues par ceux qui y ont intérêt, devrait déboucher sur une sorte de révolution. L'auteur propose de revisiter Adam Smith pour inventer une nouvelle richesse des nations. Celle-ci serait basée sur ce qui peut encore créer de la croissance: l'environnement, l'éducation, la culture, l'information, les loisirs, les services relationnels, la santé. Comment? En sortant des lois du marché, en comptant sur la réciprocité, sur une unité non monétaire, (par exemple des bons, donnant droit à d'autres services), sur la reconnaissance du volontariat, qui ouvrirait un droit à indemnisation, s'ajoutant au revenu du travail. Ce nouveau secteur, complémentaire aux trois autres, le quaternaire, jetterait les bases d'une nouvelle économie, plus performante.

Renvoyons ceux qui veulent en savoir plus, en particulier sur la manière de financer le lancement de ce modèle, à l'ouvrage à paraître de Roger Sue, sur le «secteur quaternaire». ■